

## **Porosité des frontières des États membres de la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et mobilité tactique des marchands de la mort ?**

Par Papa Samba Ndiaye, Ph.D\*

La communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est une organisation internationale intergouvernementale qui a été créée en 1975 et qui regroupe les 16 pays d'Afrique de l'Ouest. Son objectif était la réalisation de l'intégration économique de ses États membres. Mais depuis la fin de la guerre froide, cette région connaît une instabilité politique sans précédent et la guerre court d'un pays à l'autre. Et ignorant totalement les règles élémentaires de la neutralité, les États membres de la CEDEAO se déstabilisent mutuellement en alimentant et en soutenant des groupes ou mouvements armés dans le pays voisin. Ils développent une rhétorique de l'intérêt national qui, au fond n'est que l'intérêt de quelques individus qui contrôlent l'appareil étatique. Ces élites se lancent parfois dans des défis de jeux de puissances qui nuisent à la CEDEAO dans ses actions sécuritaires. Du Libéria à la Sierra Leone en passant par la Guinée-Bissau, le Sénégal ou la Côte d'Ivoire, les conflits dans un État ont toujours eu des ramifications dans les États voisins où les rebelles trouvent soutiens, appuis et réconforts. Dans les conflits qui ont ensanglanté la sous-région ouest-africaine, chaque pays a essayé de déstabiliser son voisin ou à apporter son soutien à un groupe rebelle au nom de la défense de l'intérêt national et de la protection de ses frontières.

Ces conflits suivent une logique de conflit inter-élites plutôt qu'une logique de défense de l'intérêt national. En effet, c'est parfois des mouvements rebelles sous la houlette d'un leader, qui reprennent à leur compte les frustrations et injustices vécues par une partie de la population pour leur propre promotion personnelle. Il s'y ajoute des liens de solidarité ethnique avec les combattants du pays voisin car les mêmes groupes ethniques vivent de part et d'autres les frontières. Aussi, bénéficiant à la fois de larges interfaces terrestres des trafiquants de drogue, d'armes, voire de pierres précieuses, trouvent dans la situation des conditions favorables à leurs activités sur lesquelles d'autres acteurs peuvent venir se greffer. Sans aller jusqu'à parler de narco-rébellion, il semble que la participation à des trafics pour partie alimentés de l'extérieur, ou pour partie d'origine locale, contribue à la survie des maquis, et donc à la pérennisation du conflit armé, alors même que la base sociale du mouvement rebelle se rétrécit.

Comment expliquer la porosité de ces frontières et la mobilité tactiques des marchands de la mort qui font que la guerre court d'un pays à un autre ? Ce sont ces questionnements que nous explorerons au cours de cette rencontre scientifique.

## **A. Une logique de régionalisation de la guerre**

Deux facteurs peuvent être avancés pour expliquer la logique de régionalisation de la guerre en Afrique de l'Ouest. D'une part, il y a le contexte sous-régional d'une guerre totale et ensuite, les nécessités de la politique intérieure de chaque pays.

### **1. Le contexte sous-régional d'une guerre totale**

Le contexte sous-régional est marqué par une généralisation et une certaine connexion des conflits entre les différents pays. La guerre court d'un pays à un autre. Cette situation est facilitée par l'entrée et la circulation des armes, en particulier des armes légères et de petits calibres, en Afrique de l'Ouest qui ont grandement contribué à l'escalade des conflits et à celle des agressions menées contre les civils par les gouvernements et les forces armées. Cela a aussi facilité la formation de nouveaux groupes armés, des combattants errants et l'utilisation de troupes mal entraînées. C'est ainsi que le rapport du groupe d'experts des Nations Unies sur le Libéria a documenté des violations continues de l'embargo contre les armes au Libéria, et a noté que l'appui des gouvernements régionaux, tels que celui de la Guinée pour les groupes d'insurrection, constitue une transgression des sanctions imposées par le régime<sup>1</sup>. Le gouvernement libérien a aussi reconnu avoir importé des quantités considérables d'armes légères et de petits calibres. La liste des armes importées fournie au groupe d'experts des Nations Unies correspondait aux armes dont il fut noté qu'elles auraient été illégalement livrées de la Serbie au Monténégro dans les six cargaisons de 2002 ; le gouvernement libérien a refusé d'admettre l'achat d'armes illicites, ce qui a aussi été noté. De même, d'après *Human Rights Watch*, le panel d'experts de l'ONU a aussi fait le lien direct entre la Guinée et le LURD et signalé des soupçons concernant le fait que les vols pour la Guinée par une société minière portaient des armes qui étaient ensuite transportées jusqu'au LURD par voie marine et par voie aérienne<sup>2</sup>.

### **2. Les nécessités de la politique intérieure de chaque pays**

La logique de régionalisation de la guerre s'explique aussi par les nécessités de la politique intérieure de chaque pays. En effet, en attaquant des civils guinéens par exemple, le gouvernement de Lansana Conté obtenait l'occasion de discréditer son opposition accusée de participer à un complot international contre son pays. Entourée d'États faibles et instables, il pourrait ainsi obtenir l'aval de la communauté internationale pour anéantir toute dissidence et éviter que son pays ne bascule dans le « système de conflit » qui existe dans la sous-région. Il mobilisait la population sous la

---

<sup>1</sup> cf. Nations Unies, *Rapport d'enquêtes des Nations Unies sur les violations du régime des sanctions contre le Libéria*, New York, Nations Unies, S/2003/779 du 7 août 2003.

<sup>2</sup> cf. Human Rights Watch, *Libéria, la Guinée ignore l'embargo sur les armes. Des atrocités facilitées par un État membre du Conseil de sécurité*, New York, 5 novembre 2003, p.1.

rhétorique de la vigilance. Mike McGovern souligne par exemple :

« Ce langage ressemblait à celui de l'ancien régime (1958-1984), qui identifiait régulièrement les "ennemis du peuple" à l'intérieur ou à l'extérieur de la nation. Pour le président Sékou Touré, l'alliance contre révolutionnaire comptait dans ses rangs les pouvoirs impérialistes et néocoloniaux (France, Portugal, États-Unis, République Fédérale Allemande) et leurs protégés africains (notamment la Côte d'Ivoire et le Sénégal), qui œuvraient avec une "cinquième colonne" opérant clandestinement au sein de la nation guinéenne. Touré jouait efficacement de cette mise en cause, au point de convaincre les Guinéens de la nécessité d'éliminer toute forme d'opposition à l'intérieur du pays. Conté ressuscita la même posture après les attaques de septembre 2000 »<sup>3</sup>.

La Côte d'Ivoire a joué également un rôle important dans la deuxième guerre du Libéria. Comme le souligne William Reno :

« Laurent Gbagbo tenta de créer un "LURD oriental" pour tenir Taylor en échec. Un représentant du gouvernement de la Côte d'Ivoire rencontra aux États-Unis des Libériens Krahn qui avaient combattu en 1989-1996 dans le but d'explorer les possibilités d'ouvrir un nouveau front contre Taylor. Il fallait que Gbagbo garde un contrôle strict sur ce groupe, car il ne pouvait se permettre de stimuler l'énergie de jeunes combattants appartenant à un groupe installé de part et d'autre de la frontière de la Côte d'Ivoire avec le Libéria »<sup>4</sup>.

Le régime ivoirien a également fourni des armes au Mouvement pour la Démocratie au Libéria (MODEL). Il a aussi recruté des soldats pour son propre conflit en promettant qu'ils pourront « garder leurs armes et les ramener au Libéria pour combattre Taylor »<sup>5</sup>. Toulepleu, une ville de l'Ouest de la Côte d'Ivoire s'était avérée être une base idéale pour le MODEL afin de lancer des attaques vers le Libéria. Les rebelles du LURD et du MODEL bénéficiaient de l'antipathie sous-régionale et internationale qui existait envers Charles Taylor, ce dernier ayant fomenté l'instabilité et les abus contre les droits humains à travers l'Afrique de l'Ouest.

### **B. Le gouvernement de Blaise Compaoré du Burkina Faso et celui du Libéria de Charles Taylor souffleraient sur les braises en Côte d'Ivoire**

Lorsque la guerre a éclaté en Côte d'Ivoire le 19 septembre 2002, le régime de Laurent Gbagbo demanda à la France d'appliquer les accords de défense qui

---

<sup>3</sup> McGovern, Mike, « Conflit régional et rhétorique de la contre-insurrection : Guinéens et réfugiés en septembre 2000 », *Politique africaine*, n°88, décembre 2002, p.85.

<sup>4</sup> Reno, William, « La sale petite guerre du Libéria », *Politique africaine*, n°88, décembre 2002, p.77.

<sup>5</sup> cf. Takirambudde, Peter, "Liberia: Where the Arms Come From", *International Herald Tribune*, September 17, 2003.

lient les deux pays. A Paris, on répondait que le conflit était « ivoiro-ivoirien »<sup>6</sup>. Mais les observateurs et commentateurs attentifs estimaient que derrière la rébellion, il y avait la main invisible des pays voisins dont le Burkina Faso et le Libéria. Si nous suivons le raisonnement de Kenneth Waltz qui postule que l'intérêt national se définit par le besoin de survie et non par l'augmentation de la puissance, l'on peut interpréter l'immixtion du Libéria et du Burkina Faso en Côte d'Ivoire comme un "*self help*", car aucun des deux pays ne voulaient accueillir des milliers de réfugiés qui pourraient déstabiliser leur propre régime.

### **1. Le régime burkinabé parrain hypothétique de la rébellion du Nord**

Quel est le profil des rebelles qui ont attaqué la Côte d'Ivoire, ce 19 septembre 2002 ? D'après Claudio Gramizzi et Matthieu Damian du groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) :

« Les mutins qui ont participé à l'insurrection du 18 septembre, dont le nombre avoisinait les 750 selon les premières estimations, avaient déclaré, dès les premières heures, être issus de la classe 98/2A et des groupes connus en Côte d'Ivoire sous les noms de Zinzin et Bahéfoué. [...] Au bout d'une dizaine de jours, cependant, l'identité des chefs fut connue. [...] Les personnalités qui occupent les sommets de la hiérarchie militaire de ces groupes sont en majorité des officiers déserteurs de l'armée ivoirienne exilés à Ouagadougou. Une partie importante de ces militaires ont été proches du général Guéï et ont participé au coup d'état de Noël 1999 (...) en bénéficiant, en contrepartie de leur fidélité, de postes de responsabilité durant la parenthèse du pouvoir militaire »<sup>7</sup>.

Pour la deuxième fois alors le pouvoir à Abidjan accusait le Burkina Faso d'être le parrain de la rébellion. La première tentative de mise en accusation remontait au coup d'état manqué de la nuit du 8 au 9 janvier 2001 dite de la « Mercédès noire ». La déclaration du ministre de l'intérieur Boga Doudou retransmise à la télévision nationale le 9 janvier de la même année accusait sans ambiguïté le Burkina Faso. Parmi les pièces à conviction, il citera un billet de train Ouagadougou-Abidjan retrouvé dans les poches d'un assaillant<sup>8</sup>. Toutefois, les organes de presse donneront une interprétation contrastée du rôle du Burkina Faso dans le conflit ivoirien. Mais pour ceux qui ont l'habitude de lire les journaux ivoiriens, ils se rendront compte que la presse est devenue une presse à tendance surtout depuis le début du conflit en septembre 2002 et suivant qu'ils sont d'un camp ou d'un autre ils relayent

---

<sup>6</sup> cf. Hofnung, Thomas, *La crise en Côte d'Ivoire*, Paris, La Découverte, 2005, 140p.

<sup>7</sup> Gramizzi, Claudio ; Matthieu Damian, *La crise ivoirienne : De la tentative de coup d'état au gouvernement de réconciliation nationale*, Bruxelles, rapport du GRIP 2003/2, p.11.

<sup>8</sup> Gramizzi, Claudio ; Matthieu Damian, *La crise ivoirienne : De la tentative de coup d'état au gouvernement de réconciliation nationale*, op., cit., p.9. Le ministre Boga Doudou sera assassiné pendant les premières heures de la tentative de coup d'état du 19 septembre 2002 à son domicile à Cocody à Abidjan.

la parole de leur leader, de ses partisans et n'ont ni la même idée, ni la même représentation du conflit<sup>9</sup>. Cependant, il est pertinent de revenir sur les points de vue « EMIC » par opposition aux points de vue « ETIC » pour voir la manière dont les acteurs locaux se représentent le conflit. Et la presse peut être un bon baromètre dans ce cas<sup>10</sup>. Par exemple selon *Notre Voie*, journal du Front Populaire Ivoirien (FPI) du parti du président Laurent Gbagbo :

« Toutes ces armes et les hommes qui les convoient pour attaquer la Côte d'Ivoire sont venus du Burkina. Mieux encore, dans les poches du général Robert Gueï tué alors qu'il partait à la télé pour lire sa déclaration de prise du pouvoir, nos forces de sécurité ont retrouvé les cartes de visite du lieutenant-colonel Bouréma Kéré et du lieutenant Coulibaly Céleste J.M. Ces deux officiers burkinabés sont les aides de camp du président du Burkina Faso, Blaise Compaoré. Le général Robert Gueï a dû les recevoir ou était constamment en contact avec eux »<sup>11</sup>.

De même selon un journaliste que nous avons rencontré et qui travaille au quotidien *L'Intelligent d'Abidjan* :

« L'implication du Burkina et de la Libye dans le conflit ivoirien est hors de doute. En effet, c'est à Ouaga que la rébellion s'est préparée. C'est de là-bas qu'Ibrahim Coulibaly dit IB, Oumar Diarra dit *Zagazaga*, et Robert Banchi ont juré la main sur le coran avant d'attaquer leur propre pays »<sup>12</sup>.

Mais du côté des journaux proches de l'opposition à cette époque, le ton est nettement différent. Au cours d'un entretien qu'il nous a accordé, un autre grand reporter au journal *Le patriote*, proche du RDR, nous expliquait : « la guerre en Côte d'Ivoire n'a pas été faite pour s'enrichir, même si elle a enrichi certaines personnes. C'était vraiment un problème identitaire de sécession. C'est une partie du peuple qui réclame son identité »<sup>13</sup>. Si ces différents témoignages exprimés ci-dessus nous permettent de voir et de comprendre comment des belligérants peuvent se représenter les causes d'un conflit, il urge de les compléter par des analyses menées par des experts neutres qui n'ont pas d'intérêts directs dans le conflit. Pour Dele Ogunmola et Isiaka Alani Badmus par exemple :

« On est en droit de supposer que la position du gouvernement ivoirien - qui n'a pas hésité à accuser nommément le Burkina Faso et ensuite le Libéria de Charles Taylor comme étant les mentors des rebelles - est

---

<sup>9</sup> cf. Théroux-Bénoni, Lori Ann ; Aghi, A, Bahi, « A propos du rôle des médias dans la crise ivoirienne », dans Ouedraogo, Jean-Bernard ; Sall, Ebrima (dir.), *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire*, Dakar, CODESRIA, 2008, p.199-217.

<sup>10</sup> cf. Sardan, Jean-Pierre Olivier, de, « La violence faite aux données. De quelques figures de la surinterprétation des données en anthropologie », *Enquête*, n°3, 1996, p.31-59.

<sup>11</sup> *Notre Voie*, 24 septembre 2002.

<sup>12</sup> Entretien avec l'auteur, Abidjan, Côte d'Ivoire, 16 août 2007.

<sup>13</sup> Entretien avec l'auteur, Abidjan, Côte d'Ivoire, 1er août 2007.

justifiable et que ces accusations ne sont pas vaines. Les affinités ethniques des rebelles avec certains groupes ethniques de ces deux pays et le fait que quelques-uns parmi les insurgés aient trouvé un havre de paix à Ouagadougou concourent à étayer ces accusations »<sup>14</sup>.

A notre avis, on peut avancer trois facteurs pouvant expliquer les fortes suspicions qui pèsent sur le régime de Blaise Compaoré pour son implication supposée dans le conflit en Côte d'Ivoire. Il y a premièrement, un choc de personnalité et des querelles familiales au sommet des deux États (Burkina Faso et Côte d'Ivoire). Deuxièmement, il y a eu une détérioration progressive des relations de bons voisinages entre les deux pays. Enfin troisièmement, il y a le fait que le noyau dur de la rébellion était exilé au Burkina Faso et l'attaque du 19 septembre 2002 est venue du Nord de la Côte d'Ivoire.

Mais malgré tout, il n'est pas établi de manière irréfutable que le gouvernement de Blaise Compaoré avait le dessein clair et net de déstabiliser son voisin en soutenant la rébellion venue du Nord de la Côte d'Ivoire. Il y a seulement une forte présomption de responsabilité qui pèse sur le régime d'Ouagadougou. Le lien de causalité (entre ces actions supposées du Burkina Faso en Côte d'Ivoire et l'instabilité sous-régionale) n'est donc ni automatique, ni manifeste. Elle peut toutefois se déduire à partir de faisceaux d'indices. En plus, même si l'État est important dans cette région du monde, car étant en grande partie celui qui tire les ficelles des mouvements rebelles dans les pays voisins, comme le rappelle la théorie du « principal-agent », les agents peuvent échapper souvent au contrôle des « principaux ». En Côte d'Ivoire par exemple, si les forces nouvelles sont redevables au Burkina Faso ; en revanche, elles lui échappent aussi en raison de leurs intérêts propres et des luttes intestines et factionnelles au sein du mouvement. Toutefois, la défense de l'intérêt des détenteurs du pouvoir politique au Burkina Faso pouvait signifier qu'il fallait éviter à tout prix de laisser trois millions de réfugiés qui pourraient entraîner une instabilité dans le pays. Au plan économique aussi, si le pouvoir d'Abidjan fermait ses ports, le Burkina Faso étant un pays enclavé serait asphyxié et ses élites au pouvoir qui tirent profit du commerce, des échanges de marchandises ne pourront plus maintenir ni leur mode de vie, ni leur style de consommation. Donc, il fallait avoir un moyen de pression sur le pays voisin et la rébellion pourrait servir un tel objectif.

Qu'en est-il alors de l'implication du Libéria dans le conflit ivoirien ?

## **2. Dans la guerre de l'Ouest de la Côte d'Ivoire, le Libéria de Charles Taylor sur les deux fronts**

---

<sup>14</sup> Ogunmola, Dele ; Badmus, Isiaka, Alani, « Le chemin de l'autodestruction : origine et dynamique de la guerre civile en Côte d'Ivoire », *Afrique et Développement*, vol.30, n°1-2, 2005, p.228.

Deux mois après le déclenchement de la guerre au Nord par le Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI), en novembre 2002, une nouvelle rébellion éclate à l'Ouest. Deux nouveaux mouvements qui étaient soutenus au moins tacitement d'après plusieurs observateurs par le Libéria de Charles Taylor apparaissent<sup>15</sup>. Car comme le soulignent Comfort Ero et Anne Marshall, l'émergence de ces deux mouvements rebelles dans l'Ouest ivoirien peu de temps après la tentative avortée de coup d'état indiquent clairement l'imbrication des conflits au Libéria et en Côte d'Ivoire<sup>16</sup>. Il s'agissait du Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Ouest (MPIGO) et du Mouvement pour la Justice et la Paix (MJP). Et d'après le groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) :

« Les rebelles de l'Ouest apparaissent nettement moins disciplinés que ceux du MPCI. Ces combattants, parmi lesquels se trouvent vraisemblablement des mercenaires venus du Libéria dont des enfants soldats, se seraient rendus coupables de violences envers les civils, de pillage, de vol, de racket et d'exactions diverses. [...] L'autorité des chefs rebelles au sein du MPIGO et du MJP semble nettement moins établie et respectée par les soldats que chez les rebelles du MPCI de par la présence dans les rangs d'éléments venus vraisemblablement du Libéria et de la Sierra Léone. Les aveux des chefs de ces mouvements rebelles confirment les témoignages qui arrivent de ces régions et qui font état d'une situation aux allures d'anarchie »<sup>17</sup>.

Mais il est difficile de déterminer le rôle précis du président libérien de l'époque Charles Taylor dans le soutien au Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Ouest (MPIGO) et le Mouvement pour la Justice et la Paix (MJP). S'agissait-il ou non de soutien logistique ou d'ordres directs de Monrovia, cela exige comme le souligne *Human Rights Watch* des investigations supplémentaires<sup>18</sup>. Mais derrière la nécessité de survie se cache parfois la défense de l'intérêt des groupes contrôlant l'État libérien. Plusieurs études et enquêtes le confirment<sup>19</sup>. En effet, Léonid Minin, réputé être à la tête de

---

<sup>15</sup> Farah, Douglas, « Le Libéria exporte sa guerre en territoire ivoirien », *courrier international*, n°565, 30 août-5 septembre 2001, p.10.

<sup>16</sup> Ero, Comfort ; Anne, Marshall, « L'Ouest de la Côte d'Ivoire : un conflit libérien ? La Côte d'Ivoire en guerre, dynamique du dedans et du dehors », *Politique africaine*, n°89, 2003, p.88.

<sup>17</sup> Groupe de recherche et d'informations sur la paix. (GRIP), *La crise ivoirienne : De la tentative de coup d'état au gouvernement de réconciliation nationale*, op., cit., p.19. Par ailleurs, le Mouvement Patriotique Ivoirien (MPCI) était dirigé par le sergent N'Dri N'Guessan (dit Félix Doh) et le Mouvement pour la Justice et la Paix (MJP) était dirigé par le commandant Gaspard Déli. Ces deux mouvements plus le Mouvement Ivoirien du Grand Ouest (MPIGO) vont se fonder à la conférence de Linas-Marcoussis pour devenir les Forces Nouvelles (FN).

<sup>18</sup> Human Rights Watch, *Prises entre deux guerres : Violence contre les civils à l'Ouest de la Côte d'Ivoire*, New York, vol.15, n°14 (A), août 2003, p.59.

<sup>19</sup> cf. Global Witness, *Les suspects habituels, les armes et les mercenaires du Libéria en Côte d'Ivoire et en Sierra Leone. Pourquoi cela est encore possible, comment cela fonctionne et comment briser les tendances ?*, Rapport de Global Witness, Londres, mars 2003, 63p.

la mafia ukrainienne au début de l'an 2000, avait conclu un marché d'armes entre la société *Aviatrend* du pilote d'essai russe Valéry Cherny basée à Moscou et le président de la Côte d'Ivoire de l'époque, Robert Gueï, qui comprenait 10 500 fusils d'assaut AK47, des lance-fusées RPG-26, des snipers et plus de huit millions de cartouches assorties<sup>20</sup>. Ainsi le lien a été vite fait entre le Mouvement Patriotique de la Côte d'Ivoire (MPCI), un groupe de force anti-gouvernementale principalement venu du Nord et Robert Gueï. Le gouvernement libérien pour sa part a insisté sur le fait qu'il n'avait pas de rôle actif dans l'introduction ou l'escalade du conflit en Côte d'Ivoire<sup>21</sup>. Cependant, les habitants de la région de Danane disent que la majorité des rebelles dans cette ville sont des combattants de la sécurité libérienne de l'UAT libérien ou du Front National Patriotique (NPFL)<sup>22</sup>. Mieux, l'ONG britannique *Global Witness* note :

« Les deux groupes rebelles qui ont émergé en novembre 2002 ont été lancés à partir du Libéria, et tous les deux ont le président Charles Taylor comme cerveau et commanditaire. Le gouvernement libérien a confié à ses agents les plus proches, et avec le plus d'expérience, l'insurrection en Côte d'Ivoire. Ces agents ont des individus, tels que Sam "Mosquito" Bockarie, et des sociétés forestières, telles que la *Maryland Wood Processing Industries (MWPI)*. Elles ont été impliquées dans l'organisation, la mise en œuvre et la supervision des opérations »<sup>23</sup>.

Précisons que depuis le début des années 80, l'impunité et l'appauvrissement ont alimenté un mécanisme de violence extrême dans des pays comme le Libéria, la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire. Jean Pierre Chevreau et Paul Richards montrent par exemple à travers une comparaison entre le Centre Ouest de la Côte d'Ivoire et l'Est de la Sierra Leone que les jeunes mobilisés proviennent de groupes marginalisés dans les institutions agraires locales<sup>24</sup>. Mais si dans le cas ivoirien, la violence est d'abord dirigée contre les populations d'origine étrangère à la région dans un mouvement de défense des institutions communautaires autochtones ; en revanche, en Sierra Leone, la mobilisation s'attaque aux institutions de la communauté et aux autorités locales.

Si le gouvernement libérien a toujours nié son implication dans le conflit en Côte d'Ivoire pourquoi alors de fortes suspicions pèsent sur Charles Taylor et ses partisans ?

Trois facteurs peuvent être avancés pour expliquer l'imbrication des conflits

---

<sup>20</sup> Côte d'Ivoire End User Certificate No.22/PR, signed by President Robert Gueï ; 26th May 2000, cité par Global Witness, *Taylormade*, op., cit., p.13.

<sup>21</sup> "Ivory Coast Peace Talks Go Down to the Wire", *The Washington Post*, January 23, 2003.

<sup>22</sup> "Charles Taylor's son on the rampage again", *AllAfrica*, December 23, 2002.

<sup>23</sup> Global Witness, *Les suspects habituels. Les armes et les mercenaires du Libéria en Côte d'Ivoire et en Sierra Leone*, op., cit., p.30.

<sup>24</sup> Chevreau, Jean-Pierre ; Richards, Paul, « Les racines agraires des insurrections ouest-africaines. Une comparaison de la Côte d'Ivoire et de la Sierra Leone », *Politique africaine*, n°111, octobre 2008, p.131-168.



libérien et ivoirien. Le premier facteur - c'est semblable à ce qu'on a souligné un peu plus haut entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire - ce sont des rivalités personnelles et des règlements de compte familiaux au sommet des deux États. Le deuxième facteur est lié à ce qu'on peut appeler « la filière libyenne » de l'internationale de la subversion ; enfin, le troisième facteur est lié à un jeu d'alliances transfrontalières de toutes sortes.

La situation au niveau des frontières entre les deux pays est beaucoup plus complexe, car les milices libériennes et sierra-léonaises collaboraient avec les deux camps du conflit ivoirien. La frontière devient ainsi comme le souligne Janet Roitman un « entrepôt-garnison » où se concrétisent des pratiques et des significations commerciales et militaires<sup>486</sup>. C'est la raison pour laquelle la logique du conflit doit se lire sur deux registres, celui de l'actualité où il y a parfois comme nous le soulignons des rivalités entre dirigeants politiques s'appuyant sur des bases clientélistes ou identitaires et celui de la longue durée qui est souvent écartée par les médias notamment du fait de la course à l'audimat. Ainsi comme le souligne François Gaulmé :

« [...] Le temps long fait revivre en l'adaptant des confrontations anciennes et développe dans la culture populaire l'imaginaire qui s'est construit autour de leur souvenir (généralement oral) sous des formes inédites, généralement construites ou ordonnancées par des lettrés et potentiellement très dangereuses pour la stabilité régionale »<sup>25</sup>

En somme, ces conflits interétatiques suivent une logique de conflit inter-élites plutôt qu'une logique de défense de l'intérêt national. En effet, c'est parfois des mouvements rebelles sous la houlette d'un leader, comme le NPFL de Charles Taylor, qui reprennent à leur compte les frustrations et injustes vécues par une partie de la population pour leur propre promotion personnelle. Il en est ainsi aussi des militaires loyalistes en rupture de ban avec leurs commandements comme ces sous-officiers ivoiriens déçus de l'armée pour défaut *d'ivoirité* qui prennent les armes pour lutter contre l'arbitraire dont ils ont été victime et se drapent du manteau valorisant de l'intérêt national pour avoir accès aux ressources symboliques et matérielles que confère le pouvoir politique. Ailleurs aussi en Afrique de l'Ouest, le scénario de la déstabilisation croisée est identique.

### C. Le conflit en Guinée-Bissau, un “*spill over*” du conflit casamançais

Le conflit qui éclate le 7 juin 1998 à Bissau au-delà de son caractère très personnalisé, car opposant directement le président de la République de

---

<sup>25</sup> Gaulmé, François, « La Côte d'Ivoire et la dynamique conflictuelle en Afrique de l'Ouest : Une approche régionale pour une action concertée », présentation à la conférence sur « *Conflits et politiques de développement dans les pays du fleuve Mano et en Côte d'Ivoire : Les enjeux régionaux de la stabilisation et de la reconstruction* », op., cit., p.6.

l'époque feu Nino Vieira et feu Ansoumane Mané, le chef d'état-major des forces armées démis de ses fonctions, présente une dimension régionale. En effet, le chef d'état-major était accusé d'être impliqué dans une histoire de trafic d'armes au profit des rebelles casamançais. Il y avait aussi dans l'appareil d'État bissau-guinéen et notamment militaire les solidarités ethniques avec les combattants de la Casamance ; mais aussi parce qu'y subsistent des contentieux non réglés avec le Sénégal<sup>26</sup>. Proclamant leur indépendance absolue à l'égard de toute force, en particulier en matière d'armement, il n'en reste pas moins que la Guinée-Bissau et la Gambie offrent d'évidentes facilités à la rébellion du MFDC. Comme le souligne justement Jean-Claude Marut :

« Bénéficiant à la fois de larges interfaces terrestres (multiples frontières) et maritimes (façade océanique et estuarienne) des trafiquants de drogue, d'armes, voire de pierres précieuses, trouvent dans la situation en Casamance des conditions favorables à leurs activités sur lesquelles le MFDC et d'autres acteurs sont venus se greffer. Sans aller jusqu'à parler de narco-rébellion, il semble que la participation à des trafics pour partie alimentés de l'extérieur, ou pour partie d'origine locale (le cannabis), contribue à la survie des maquis, et donc à la pérennisation du conflit armé, alors même que la base sociale du mouvement séparatiste s'est singulièrement rétrécie »<sup>27</sup>.

Seulement, la « complaisance » des autorités bissau-guinéennes vis-à-vis de la rébellion casamançaise a fluctué en fonction des intérêts du moment et du pouvoir à Bissau. Mais aussi, la Guinée-Bissau en plus du soutien apporté aux rebelles par leurs frères Diola, dispose d'un arsenal d'armes cachées depuis la fin de la guerre de libération nationale de la fin des années 1970. Et le MFDC a pu utiliser des caches ou des passages souterrains passant sous la frontière, aménagés par le Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée-

---

<sup>26</sup> Le Sénégal s'est brouillé avec la Gambie notamment avec l'échec de la confédération sénégalienne, alors que la Guinée-Bissau lui conteste le tracé de la frontière maritime et notamment sur une zone qui renferme des gisements de pétrole offshore ; cf. Marut, Jean-Claude, « Les dessous des cartes casamançaises : Une approche géopolitique du conflit casamançais », dans Barbier-Wiesser, Jean George (dir.), *Comprendre la Casamance. Chronique d'une intégration contrastée*, Paris, Karthala, 1994, p.193-211.

<sup>27</sup> Marut, Jean-Claude, « Les racines mondiales du particularisme casamançais », *revue canadienne des études africaines*, vol.39, n°2, 2005, p.330.

Bissau et du Cap Vert (PAIGC) lors de la guerre de libération pour s'approvisionner en armes. Le soutien bissau-guinéen apparaît ainsi comme une combinaison de réalités politiques et de solidarités ethniques. Ce constat est aussi valable pour le soutien de la Gambie, même si ce soutien est plus mesuré. Ce qui n'empêche que la Gambie, dont le président Yaya Jammeh est lui-même Diola, est la plaque tournante de nombreux trafics au sein de la sous-région<sup>28</sup>. Ces soutiens plus ou moins actifs ont souvent provoqué des tensions entre le Sénégal et la Gambie ou la Guinée-Bissau. Signalons aussi que dès le début, pour les besoins de la mise sur pied de sa branche armée « *Atika* », les guérilleros du MFDC étaient entraînés et armés en grande partie en Guinée-Bissau. Aussi, dans le livre blanc sur la Casamance publié en 1998 par le gouvernement du Sénégal et intitulé « la vérité sur la Casamance », les autorités sénégalaises étaient persuadées qu'un certain nombre de jeunes casamançais étaient allés s'entraîner à la guérilla au Libéria et en Sierra Leone. Des membres du Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC) auraient combattu au Libéria dans la milice de l'ULIMO-manding d'Alhadji Koromah. L'essentiel des armes de la rébellion proviendrait d'une part, du Libéria ou de la Sierra Leone, par le canal de relations que la rébellion entretiendrait avec des chefs rebelles, dans ces conflits notamment Kukoï Samba Sanyang et d'autre part, de la Guinée-Bissau transformée en arsenal par plusieurs années de guerre de libération<sup>29</sup>. Mais ce réseau d'approvisionnement en armes du MFDC n'est que le reflet du vaste trafic d'armes qui sévit en Afrique et particulièrement en Afrique de l'Ouest. En effet, la sous-région est traversée par des conflits internes irrigués essentiellement par des armes légères (armes individuelles, mines, mortiers...). Bon marché, celles-ci existent en grand nombre dans diverses régions du monde, d'autant que leur très longue durée de vie (plusieurs dizaines d'années) permet de les transférer d'un lieu de conflit à un autre<sup>30</sup>. Par ailleurs, des filières de drogue et de pierres précieuses en provenance du Libéria traverseraient la Sierra Leone, la Guinée Conakry, la Guinée-Bissau et la Casamance pour gagner la Gambie, lieu d'embarquement. Le MFDC percevrait d'intéressants droits de passage sur ces trafics. Ce qui montre l'imbrication des conflits dans la sous-région et la mobilité tactique des « marchands de la mort ». Ainsi, la crise en Guinée-Bissau offrait l'occasion rêvée pour Dakar d'aller faire le ménage à la base arrière du Mouvement des

---

<sup>28</sup> Sur l'ethnie Diola, cf. Thomas, Louis-Vincent, « La mentalité du Diola », *revue de psychologie des peuples*, n°3, 1959, p.253-272.

<sup>29</sup> Kukoï Samba Sanyang, ex putschiste gambien, combattait au Libéria au côté de Charles Taylor. Notons que ce putsch a été manqué du fait de l'intervention de l'armée sénégalaise en Gambie pour sauver le régime du président Daouda Diawara.

<sup>30</sup> « Une arme automatique AK-47 était vendue à peu près autour de 425\$ et les mines antipersonnel entre 1,5 et 2 dollars l'unité » ; cf. Gaillard, Gérard, « Guinée-Bissau : Un pas douloureux vers la démocratie », *Afrique contemporaine*, n°191, 1999, p.51.

Forces Démocratiques de Casamance (MFDC) en Guinée-Bissau. Le 9 juin 1998, une force expéditionnaire appelée FOREX composée de 2500 soldats sénégalais débarqua à Bissau dans le cadre de « l'opération GABOU »<sup>31</sup>. Mais comme le souligne Miguel Martins :

« Le dossier casamançais, responsable indirect de la minuterie de Bissau, restera un facteur lourd de déstabilisation des relations entre la Guinée- Bissau et le Sénégal. La presse sénégalaise n'a cessé d'affirmer que les rebelles de Bissau ont reçu l'aide des rebelles casamançais, même si les responsables de la rébellion casamançaise continuent à le nier »<sup>32</sup>.

Ce cas entre le Sénégal et la Guinée-Bissau montre encore une fois l'interconnexion des conflits les uns aux autres. Et les affinités ethniques des rebelles ou insurgés avec certains groupes ethniques des pays limitrophes montrent comme le souligne Christopher Clapham « l'importance de la dimension africaine du rôle que jouent les opérations transfrontalières et le besoin des insurgés d'obtenir au moins le soutien tacite des États limitrophes du pays que les rebelles attaquent »<sup>33</sup>. Car sans ce soutien, il est difficile pour une rébellion d'avoir du succès parce qu'elle dépend des pays voisins pour son approvisionnement et sa logistique. Mais l'influx d'armes et de combattants, y compris des mercenaires, de l'autre côté des frontières perméables, doublés d'un fort soutien des gouvernements régionaux pour les groupes d'insurrection contre les régions avoisinantes hypothèquent les efforts de pacification de la sous-région.

## Conclusion

La plupart des conflits qui déchirent l'Afrique de l'Ouest trouvent en partie leurs explications dans le fait que les États qui composent cette organisation sous-régionale violent constamment le principe de la neutralité et du bon voisinage. Ils ont une compréhension problématique de l'intérêt national et se lancent dans des défis hasardeux de jeux de puissances. En effet, lorsque les élites dirigeantes parlent de l'intérêt national ou de la puissance, cela recoupe parfois l'intérêt d'un petit groupe qui contrôle l'État et se sert de lui au lieu de le servir. Ainsi, lorsque la poudrière du Libéria a éclaté, l'Afrique de l'Ouest comme un volcan endormit est entrée en éruption. Le feu a détruit la Sierra Leone avec des violations graves des droits de la personne où des civils sont amputés en manche longue et manche courte. La Côte d'Ivoire à son tour est entrée dans la danse avec son lot d'atrocités et la Guinée-Bissau, le Sénégal et le Libéria pour une seconde fois sont touchés.

---

<sup>31</sup> Le Gabou est un ancien empire mandingue qui regroupait la Guinée-Bissau, une partie de la Gambie, de la Guinée et du Sénégal ; cf. Girard, Jean, *L'or du Bambouk. Une dynamique de civilisation ouest-africaine : du royaume du Gabou à la Casamance*, Genève, Georg, 1992, 347p.

<sup>32</sup> Martins, Miguel, « Le conflit en Guinée-Bissau. Chronologie d'une catastrophe », *L'Afrique politique. Entre transitions et conflits*, Paris, Karthala, 1999, p.218.

<sup>33</sup> Clapham, Christopher, "The International Politics of African Guerrilla Movements", *The South African Journal of International Affairs*, vol.3, n°1, 1995, p.83.